

CONV 544/03

CONTRIB 236

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat

à la Convention

Objet : Contribution de M. Louis Michel, membre de la Convention.
 - « Proposition d'approche sur la dimension régionale ».

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
M. Louis Michel, membre de la Convention.

Monsieur Valéry Giscard d'Estaing
Président de la Convention européenne

Rue de la Loi, 175
B-1048 BRUXELLES
BELGIQUE

Objet : Dimension régionale

Monsieur le Président,

Dans la perspective de la session plénière de ce vendredi 7 février, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe à la présente, une proposition d'approche sur la dimension régionale.

Je vous remercie de bien vouloir en assurer la diffusion auprès des autres membres de la Convention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Louis MICHEL

PROPOSITION D'APPROCHE SUR LA

DIMENSION REGIONALE

La future Constitution européenne doit aboutir à une Union plus démocratique, plus transparente et plus efficace. Elle doit aussi rapprocher l'Union du citoyen. Ces objectifs ainsi que celui de la bonne gouvernance ne sauraient être atteints sans prendre en compte le rôle particulier des Régions dans la vie démocratique de l'Union.

Les Régions à pouvoir législatif exercent dans un nombre significatif d'Etats membres, parfois de manière exclusive, comme c'est le cas en Belgique, des compétences qui, sur le plan européen, ont été attribuées à l'Union. A ce titre, elles contribuent à l'élaboration de la législation communautaire et sont souvent responsables de la transposition de certaines directives et de la gestion de certains programmes communautaires.

La répartition des compétences entre les autorités centrales et les autorités régionales relève certes de l'organisation interne des Etats et ne peut être traduite dans les traités. C'est aux Etats membres qu'il incombe d'assurer et d'organiser, sur base de leur constitution, la participation adéquate de leurs Régions à l'activité de l'Union.

Le futur traité constitutionnel ne peut toutefois ignorer le rôle particulier de ces Régions qui contribuent à accroître l'efficacité des politiques communautaires et à rapprocher les citoyens de l'Union européenne.

Reconnaître la dimension régionale dans l'Union européenne

Le Traité devrait comprendre une disposition prévoyant que l'Union doit respecter l'identité nationale des Etats membres mais aussi qu'elle doit respecter et tenir compte de leurs identités et diversités régionales et de leur organisation constitutionnelle (organisation des pouvoirs publics national, régional et local).

Attribuer de prérogatives particulières aux Régions à pouvoir législatif.

Pour éviter que l'Union n'ait à s'immiscer dans l'organisation interne des Etats membres, l'on pourrait prévoir que les Etats membres puissent communiquer aux institutions de l'Union la liste des régions à pouvoir législatif ainsi que l'étendue de leurs compétences.

Dans la mesure où son action porte sur des compétences qui, en vertu du droit constitutionnel national, sont assumées par des Régions à pouvoir législatif, l'Union doit, dans ses relations avec l'Etat membre concerné, respecter et tenir compte de son organisation constitutionnelle. Cela doit se traduire notamment comme suit :

- Ces Régions à pouvoir législatif devraient être consultées directement par la Commission (pas seulement via le Comité des Régions) lorsque cette dernière envisage des mesures relevant de leur compétence.

- L'article 203 TCE demeure essentiel. Il respecte en effet l'organisation constitutionnelle des Etats membres en leur permettant de déterminer les modalités de leur représentation au Conseil. Le futur traité constitutionnel devrait, de la même manière, permettre aux Etats membres de déterminer quelles sont les assemblées qui doivent, en fonction des compétences visées, être considérées comme Parlement national au titre du traité.
- Dans l'application du principe de subsidiarité, la pertinence d'une action de l'Union doit être évaluée en tenant également compte de l'action qui peut être menée par les Régions disposant d'un pouvoir législatif en vertu de leur droit constitutionnel (déclaration 54 annexée au Traité d'Amsterdam).
- Les Régions à pouvoir législatif devraient pouvoir saisir directement la Cour pour les questions relevant de leurs compétences.

Renforcer le Comité des Régions

Parallèlement, le Comité des Régions devrait, vu l'importance du fait régional en Europe, être doté du statut d'institution à part entière et bénéficier d'un droit de recours devant la Cour au titre de la subsidiarité et pour sauvegarder ses prérogatives. Le Comité des Régions devrait être consulté sur les propositions de lois et lois- cadre ayant un impact régional ou local.

Il conviendrait également d'instaurer une obligation de motivation pour la Commission et pour le Conseil dans l'hypothèse où ils ne tiendraient pas compte d'un avis du Comité des Régions.